

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue Maréchal Foch - CS 50021
27020 EVREUX CEDEX

Évreux, le 16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETOM

VC 6 Lieu dit Saint Laurent
27090 Évreux

Références : UBDEO.2023.425.ERC
Code AIOT : 0005802431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement SETOM implanté lieu dit la Justice 27120 Pacy-sur-Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le syndicat mixte pour l'étude et le traitement des ordures ménagères (SETOM) exploite une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sur la commune de Pacy-sur-Eure. Les conditions d'exploitation des installations sont encadrées par un arrêté préfectoral du 22 février 2012 complété.

La date de fin d'exploitation pour les alvéoles de stockage (déchets inertes et amiante lié) est fixée au 22 février 2024 par l'arrêté préfectoral. L'objectif de la visite est de faire un point l'état d'avancement du remplissage de l'installation en vue de sa fermeture prochaine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETOM
- lieu dit la Justice 27120 Pacy-sur-Eure
- Code AIOT : 0005802431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative, durée d'exploitation,
- volume de déchets reçus, plan d'exploitation,
- prévention des envols et surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 22/02/2012, article 8.3.2.6	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Prévention des envols	AP Complémentaire du 22/02/2012, article 8.3.4.2	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/09/2015, article 2	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 22/02/2012, article 1.2.1	Observation 1
2	Durée d'exploitation	AP Complémentaire du 22/02/2012, article 1.4.1	Observation 2
3	Volume de déchets reçus	AP Complémentaire du 22/02/2012, article 8.3.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection 3 non-conformités ont été relevées :

- le plan d'exploitation n'est pas à jour (date de 2019),
- les moyens de prévention pour éviter l'envol de fibres d'amiante lors du déchargement ne sont pas mis en place compte tenu des déclarations de l'exploitant,
- la surveillance des eaux souterraines ne porte pas sur les fibres d'amiante.

L'exploitant doit prendre des mesures adéquates pour y remédier.

Un dossier de porter à connaissance est à transmettre afin d'actualiser la situation administrative des installations présentes sur le site et de définir les conditions de post-exploitation des installations de stockage de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2012, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Code rubrique	Alinéa	Libellé rubrique	Régime autorisé (3)
2171		Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture	Déclaration
2515	1.b	Broyage, concassage,...et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes	Déclaration
2710	1.b	collecte de déchets dangereux-DC	Déclaration avec contrôle
2710	2.b	collecte de déchets non dangereux-DC	Déclaration avec contrôle
2715		Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre	Déclaration
2716	2	déchets non dangereux non inertes (transit)	Déclaration avec contrôle
2760	2.b	Autres installations que celles mentionnées au a	Autorisation
2760	3	Installation de stockage de déchets inertes	Enregistrement
2780	2.a	Installations de traitement aérobie de déchets non dangereux	Autorisation

Constats :

La déchetterie est à présent exploitée par la communauté d'agglomération (installation relevant de la rubrique 2710, soumise à déclaration). Par courrier du 30/09/2019, le SETOM a précisé avoir mis fin aux conventions de certaines déchetteries et que l'exploitation en revient à chaque adhérent.

L'installation de compostage (rubrique 2780, soumise à autorisation) et les installations de regroupement/transit de déchets (rubriques 2715 et 2716, soumise à déclaration) sont toujours exploitées et sont pérennes. La rubrique 2780 ayant évolué, une vérification du positionnement du site par rapport à la rubrique actuelle est nécessaire (régime d'enregistrement ?).

L'activité de broyage de déchets de bois pour servir de combustible (rubrique 2791) a été abandonnée depuis 2021 suite au changement de combustible de la chaudière biomasse exploitée sur le site SETOM ECOVAL.

Les installations de stockage de déchets inertes (ISDI, installation relevant de la rubrique 2760-3, soumise à enregistrement) et de stockage d'amiante lié (installation relevant de la rubrique 2760-2, soumise à autorisation) sont encore en exploitation. L'arrêt de la réception de déchets et la réalisation des travaux de remise en état sont à programmer afin de respecter l'article 1.4.1 fixant la durée d'exploitation maximale, calée au 22 février 2024. L'activité de concassage de déchets non dangereux inertes (rubrique 2515) prendra fin également avec la fermeture de l'ISDI.

L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il était soumis à des garanties financières par arrêté préfectoral du 21 septembre 2015 pour les activités suivantes :

- article 3-1 : installation de stockage de déchets non dangereux (garanties financières pour la surveillance du site et la remise en état après exploitation),
- article 3-2 : cas des installations du 5° de l'article R. 561-1 du code de l'environnement pour la 2791 (activité de broyage de déchets de bois).

Suite à l'entrée en vigueur de l'article 14 de loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, les garanties financières concernant les installations relevant du 5° de l'article R. 561-1 du code de l'environnement n'ont plus de fondement législatif. Un décret d'application précisera prochainement les modalités de mise en œuvre.

Observations n°1 :

La situation administrative est à actualiser suite aux évolutions réalisées et projetées afin de mettre à jour la liste des rubriques et activités ICPE en exploitation (rubriques 2780, 2791, 2515, et date de fin d'exploitation envisagée pour les rubriques 2760-2 et 2760-3...). Cette actualisation est à joindre au porter à connaissance qui est demandé en observation n°2 ci-après.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée d'exploitation de l'installation de stockage d'amiante lié

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2012, article 1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. L'autorisation relative à l'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes est valable 12 ans à compter de la notification du présent arrêté en deux phases : 5 ans pour la remise en état de la partie sur laquelle des travaux d'affouillement ont été réalisés et 7 ans pour le reste de l'installation.
Constats : La date de fin d'exploitation de l'alvéole de stockage d'amiante lié et de l'installation de stockage de déchets inertes est fixée par l'arrêté préfectoral au 22 février 2024. L'exploitant envisage de poursuivre l'exploitation jusqu'en fin d'année 2024. L'inspection rappelle que la couverture finale pour la zone de stockage d'amiante lié et le programme de post-exploitation doivent respecter les dispositions des articles 44 et 45 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2012. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur l'épaisseur minimale de la couverture finale à mettre en œuvre <u>d'un mètre</u> et sur le modelé final à réaliser afin d'éviter que l'évacuation des eaux pluviales de ruissellement ne se déverse sur la parcelle agricole voisine.
Observations n°2 : L'inspection demande à l'exploitant de justifier, par un porter à connaissance, sa demande de prolongation de la durée d'exploitation du casier de stockage d'amiante lié et de le transmettre à monsieur le préfet avant 31 décembre 2023 . Ce dossier doit préciser les mesures prises pour respecter l'aménagement final, le programme de post-exploitation (articles 37, 44 et 45 alinéa 2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2012) ainsi que sa durée, et les mesures à prendre dans le cadre de la cessation d'activité de ces installations de stockage telle que définie à l'article R512-46-25 du code de l'environnement (attestation de mise en oeuvre des mesures de mise en sécurité par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués à transmettre à l'inspection des installations classées) à l'issue de la période de post-exploitation. En vue de garder la mémoire de l'existence de l'installation de stockage de déchets dangereux (amiante) sur ce site, il sera proposé de créer un Secteur d'information sur les sols (SIS) pour ce site dans le cadre de la cessation d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Volume de déchets reçus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2012, article 8.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume annuel maximum de déchets inertes reçu est de 5 882 m³ soit 10 000 t/an. Le site reçoit 300 tonnes par an d'amiante liée provenant des déchetteries du SETOM et déposée dans des big-bags. Le volume total de déchets stockés dans l'installation est de 66 850 m³ soit 113 645 tonnes pour une durée de fonctionnement de 12 ans, répartie en deux phases :</p> <ul style="list-style-type: none">- 5 ans pour le remblaiement de la partie où des travaux d'affouillement ont été réalisés (représentant un volume de 29 400 m³)- 7 ans pour le reste de l'installation (représentant un volume de 37450 m³). <p>Par ailleurs des déchets inertes sont broyés sur site dans la limite de 10 000 t/an : la fraction fine représentant 50% du tonnage des déchets broyés est utilisée pour couvrir l'alvéole de stockage des déchets d'amiante sous réserve du respect du volume maximal annuel de l'ISDI susmentionné, les autres fractions issues du broyage sont valorisées à l'extérieure de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a tenu à disposition les tonnages annuels réceptionnés et stockés dans l'installation en déchets inertes (gravats) et en déchets d'amiante lié :</p> <ul style="list-style-type: none">- les déchets inertes réceptionnés de 2010 à 2019 : au total 109 043 tonnes stockées,- les déchets d'amiante lié sont réceptionnés et stockés depuis 2010 sur le site : au total 2 547 tonnes stockées. <p>Au total, il a été stocké sur le site : 111 590 tonnes, ce qui est inférieur à la capacité maximale fixée à 113 645 tonnes.</p> <p>L'exploitant ne réceptionne plus de déchets inertes depuis 2019.</p> <p>L'exploitant a réceptionné 212 tonnes d'amiante lié en 2022.</p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour respecter la date de fin d'exploitation : voir observations n°2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2012, article 8.3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets, et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles des déchets, d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier plan topographique qui date de mars 2019. Il est noté que les cotes atteintes au niveau de la zone de stockage des déchets inertes (ISDI) sont déjà proches de la cote maximale fixée par le plan de réaménagement, annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a demandé la réalisation d'un nouveau plan topographique, celui-ci n'est pas encore disponible. L'inspection demande à l'exploitant de fournir le plan topographique actualisé dans le dossier de demande de prolongation sollicité au point de contrôle n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Prévention des envols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2012, article 8.3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols
Prescription contrôlée : <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.</p> <p>A cette fin, une zone de déchargement adaptée à ces déchets est aménagée ; aucun déchet non emballé n'est réceptionné sur le site. Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souple, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct du chargement sont interdites.</p> <p>Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans des alvéoles spécifiques.</p>
Constats : <p>Lors de la visite sur le terrain, l'inspecteur n'a pas assisté à un déchargement d'amiante lié. L'alvéole en cours, contenant les déchets d'amiante, est couverte d'une couche de terre afin de prévenir les envols.</p> <p>L'exploitant a été questionné sur les précautions prises et les moyens utilisés lors du déchargement des big-bags de déchets pour éviter la libération de fibres d'amiante. L'exploitant a répondu ne plus avoir de camion benne avec grue permettant un déchargement avec précaution.</p> <p>Il a été rappelé que les opérations de déversement direct du chargement sont interdites et demande à l'exploitant de justifier les dispositions prises pour répondre à cette prescription. Si l'exploitant ne dispose pas des moyens de précaution nécessaires, le déchargement de l'amiante dans l'alvéole doit être stoppé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2015, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
Prescription contrôlée : Une surveillance annuelle est mise en place pour chaque ouvrage pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation, et notamment le niveau piézométrique, pH, potentiel d'oxydation, métaux totaux, COT, DCO, chlorures, comptage de fibres d'amiante.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance des eaux souterraines de 2018 à 2022, il n'a pas été constaté d'anomalie particulière. Les fibres d'amiante ont été recherchées de 2018 à 2020, mais n'ont pas été recherchées en 2021 ni en 2022.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que la surveillance des eaux souterraines doit également porter sur le paramètre "fibres d'amiante" dès le prochain prélèvement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours